



LE CENTRE D'ACTION PARLEMENTAIRE DE L'INSTITUT RENAISSANCE A VOCATION À SUIVRE LE QUOTIDIEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE ET À APPORTER AUX PARLEMENTAIRES DES ÉLÉMENTS UTILES POUR NOURRIR LEUR RÉFLEXION.

L'Institut Renaissance se donne mission de réaliser et de diffuser des études destinées à éclairer l'opinion publique et à soutenir les parlementaires désireux d'améliorer la législation actuelle et de résister au déclin de la France. Les études et actions de l'Institut Renaissance sont, selon les termes de l'objet social de l'Institut, «guidées par les principes de dignité de la personne humaine, de souci du bien commun, de subsidiarité, de saine laïcité et de solidarité entre les hommes ».

ACTUALITÉS PARLEMENTAIRES 2

RECENSIONS 3

QUI SOMMES-NOUS ? 4



Mehdi Nemmouche, le tortionnaire français

Medhi Nemmouche, le présumé responsable du quadruple assassinat au musée juif de Bruxelles le 24 mai 2014, français, récidiviste et islamiste convaincu, aurait été geôlier et tortionnaire de quatre journalistes français en Syrie. La nouvelle, longtemps cachée par les journalistes libérés depuis le 18 avril 2014, vient d'éclater au grand jour et amène à se poser de graves questions sur la sécurité intérieure de la France et sur les moyens mis en œuvre pour combattre le terrorisme islamiste en France et au Moyen Orient. L'Etat islamique s'est imposé sur de larges territoires syriens et irakiens, faisant fuir et assassinant chrétiens, chiites et yazidis. Ces groupes recrutent de nombreux « Français » qui ainsi formés retournent en France pour recruter et commettre des attentats. Une loi sur une lutte ferme et implacable contre le terrorisme islamiste doit être adoptée et appliquée.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

Affaire Mistral : adieu souveraineté

Le refus du président de la République de livrer les Mistral à la Russie montre une fois de plus que la souveraineté nationale a été délocalisée à Bruxelles et Washington. Alors que la situation en Ukraine est sur le point de se normaliser grâce à la médiation de la Russie, certains idéologues continuent à vouloir faire de ce pays un ennemi de l'Occident. La non livraison des porte-hélicoptères pourrait coûter près de 1,5 milliards d'euros à la France, et aurait des répercussions catastrophiques sur l'emploi, en France et en Russie. Le fait de ne pas respecter ce contrat de vente mettrait en danger notre industrie de l'armement, la parole de notre pays perdant toute crédibilité. La négociation avec l'Inde quant à la livraison des rafales pourrait ainsi être en jeu. Cette décision catastrophique démontre encore une fois l'incapacité de François Hollande à faire les bons choix défendant l'intérêt de notre pays. Cela prouve aussi que le gouvernement n'a pas les moyens de faire face aux pressions extérieures.

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

Réduction des déficits : les familles trinquent

Michel Sapin a annoncé comme il fallait s'y attendre qu'aucun des objectifs annoncés au printemps concernant la maîtrise des comptes publics ne pourront être tenus. Un manque à gagner de 2 milliards d'euros est ainsi envisagé pour 2015. Les familles vont encore faire les frais de cette incurie socialiste. Ainsi, il est demandé à la Caisse nationale des allocations familiales 1,4 milliards d'économie, mettant notamment en cause l'objectif de 100 000 places en crèche. La branche famille de la sécurité sociale est également dans le viseur. Objectif : 800 millions d'euros d'économie. La durée du congé parental, déjà mise à mal par Najat Vallaud-Belkacem, pourrait encore être réduit. La prime à la naissance se verrait aussi diminuer. Comment ainsi vouloir faire face au vieillissement de la population en remettant en cause la politique nataliste de la France ?

Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

Connaître d'autres acteurs de la société civile engagés dans la défense des principes défendus par l'Institut Renaissance :



Avenir de la Langue Française

Association déclarée au Journal officiel du 30 décembre 1992, agréée par le ministère de la Justice et par le ministère de la Culture et de la Communication

34 bis, rue de Picpus - 75012 Paris - avenirlf@laposte.net

Avenir de la Langue Française est une association apolitique de soutien et développement de l'usage d'une langue porteuse de valeurs communes aux 50 pays francophones, indépendamment de leurs différences et de leurs rapports passés et présents avec la France elle-même.

Elle contribue à la défense et à l'expansion de la langue française, gravement menacée aux plans national et international. Cette association est rigoureusement apolitique, son seul but étant de soutenir et développer

Retrouvez leur action sur : <http://www.avenir-langue-francaise.fr/index.php?lng=fr>



RECENSIONS

Petite vie de Charles Péguy, Charles Coutel

Charles Coutel est professeur à l'université d'Artois. Il vient de faire paraître, en 2013, un ouvrage consacré à Charles Péguy, Petite vie de Charles Péguy, aux éditions Desclée de Brouwer.

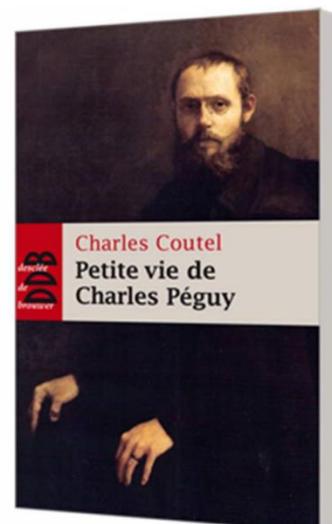
Socialiste, dreyfusard, fondateur des Cahiers de la Quinzaine, Charles Péguy (1873-1914) est l'auteur d'une œuvre prolifique et inclassable, qui témoigne aussi bien de ses engagements que de sa ferveur mystique. Des faubourgs ouvriers d'Orléans jusqu'à sa fin tragique et brusque au début de la Grande Guerre, en passant par Paris et Chartres, Charles Coutel retrace l'itinéraire de ce génie visionnaire, un « homme-cathédrale » qui a

choisi de vivre sa vie dans une fidélité à soi-même.

La « petite vie » de Péguy, c'est sa vie d'enfant, sa vie intime, c'est la vie qu'il partageait avec ses amis seulement. C'est donc en ami de Charles Péguy que Charles Coutel nous ouvre à cette « petite » vie sans laquelle il est impossible de comprendre la « grande vie » de cet auteur hors du commun.

Les lecteurs de Péguy découvriront un nouveau Péguy, et même les spécialistes y trouveront leur compte tant ce livre

permet de nouvelles interprétations sur la vie de cet « homme-cathédrale ».



Pour en savoir plus : [cliquez ici](#)

Les Veilleurs. Enquête sur une résistance. Henrik Lindell

Henrik Lindell est l'auteur de la première enquête (sauf à considérer que Les Veilleurs, paru aux éditions Centurion soit une enquête, alors qu'elle est plutôt une histoire agrémentée d'un album photo) sur cette nouvelle forme de contestation déroutante : Les Veilleurs. Enquête sur une résistance, parue aux éditions Salvator en mars 2014. Ce livre, c'est leur histoire.

Les Veilleurs sont nés en avril 2013 dans le sillage des grandes manifestations contre la loi Taubira, à l'initiative de jeunes étudiants catholiques.

Alors que les négociations montaient dans les tours, à cause de l'obstination du gouvernement, les Veilleurs ont créé une nouvelle forme de contestation, inédite mais féconde. Elle consiste à s'asseoir par terre, pacifiquement, pour réfléchir sur les grands

enjeux contemporains, sans chercher la polémique.

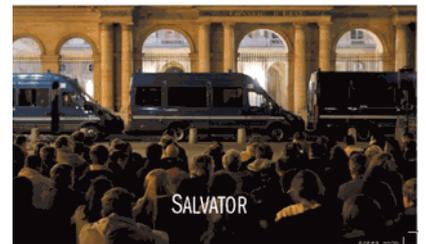
En plus de faire l'histoire de ce mouvement, Henrik Lindell cherche, rencontres après rencontres, à percer leur motivations, découvrir leur rapports à l'Église catholique, à l'État et aux partis politiques, pour comprendre comment les Veilleurs, en s'implantant dans une centaine de villes, sont devenus un véritable phénomène de société.



Henrik Lindell

les Veilleurs

Enquête sur une résistance



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Institut Renaissance est un laboratoire d'idées non partisan, mais clairement orienté à droite. Il défend une France fière de son identité millénaire, marquée notamment par ses racines chrétiennes ; les libertés, en particulier dans l'ordre économique ; la dignité de la personne humaine de sa conception à sa mort naturelle ; un Etat fort, mais concentré sur ses missions régaliennes ; et le principe de subsidiarité.

L'Institut Renaissance dispose d'un centre d'action parlementaire qui se donne pour objectif d'améliorer la législation actuelle, en lien avec les parlementaires, pour sortir la France de la spirale du déclin. Il met pour cela à disposition des parlementaires ses compétences dans l'ordre des études, de la rédaction d'amendements ou de propositions de loi, et aussi dans l'ordre de la diffusion de messages ciblés, à destination des autres parlementaires, des médias ou, directement, de l'opinion publique.